

*Délibération n° 132/2018 du 23 août 2018 approuvant le projet, le plan de financement et autorisant le Maire à signer la convention de financement de
« OUTUMAORO, Cap sur le développement »*

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE PUNAAUIA

- **VU** la loi n° 71/1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** le décret n° 72/407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n°2007-223 du 21 février 2007 puis par la loi organique 2007-1719 du 07 décembre 2007 ;
- **VU** l'ordonnance n°2007-1434 du 05 octobre 2007 rendant applicable les dispositions du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- **VU** la décision du Conseil syndical du Syndicat mixte en charge du Contrat de ville de l'agglomération de PAPEETE, réunie en date du 28 juin 2018 ;
- **VU** l'avis favorable de la Commission des affaires administratives du 08 août 2018 ;
- **Considérant** la demande d'un concours financier déposée au Syndicat mixte en charge du Contrat de ville de l'agglomération de PAPEETE ;
- Après avoir délibéré, le Conseil municipal ;
- En sa séance du 23 août 2018 ;

ADOpte

Article 1 – Sont approuvés le projet et le plan de financement pour « OUTUMAORO, Cap sur le développement », établis comme suit :

OUTUMAORO, CAP SUR LE DEVELOPPEMENT		
BAILLEURS DE FONDS	MONTANT EN CFP TTC	
Contrat de Ville	399 872	80%
Commune	99 968	20%
TOTAL	499 840	100%

Article 2 – Le Maire désignera par décision la liste des bénéficiaires aux activités.

Article 3 – Le Maire est autorisé à signer la convention de financement et à signer d'une manière générale tout document nécessaire à la parfaite exécution de cette opération.

Article 4 – Les dépenses sont imputables à l'article 6714 de la section de fonctionnement, au budget principal, exercice 2018.

Article 5 – La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 6 – Le Maire et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 23 août 2018,
Extrait certifié conforme au registre des délibérations,

Le secrétaire de séance,

Pour le Maire empêché,
Le 1^{er} Adjoint,

Tania MANEA-LYAU

Simplicio LISSANT

